

**CADRE DE GESTION DU FONDS D'APPUI AU RAYONNEMENT DES RÉGIONS
POUR LA CÔTE-NORD (09)**

ADOPTÉ LE 21 AOÛT 2017

MODIFIÉ LE 30 AOÛT 2018

Le Fonds d'appui au rayonnement des régions, en quelques mots

Le Fonds d'appui au rayonnement des régions (FARR) est un nouveau programme du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (Ministère). Il vise l'ensemble des régions du Québec, à l'exception des régions de la Capitale-Nationale et de Montréal, pour lesquelles d'autres fonds sont prévus. Les sommes qui y sont consacrées serviront entièrement au financement de projets de développement, alignés sur les priorités déterminées par chacune des régions. Les projets porteront la marque distinctive du rayonnement régional. Par cette démarche, le Gouvernement du Québec place son action au service des régions. Le présent document présente le cadre de gestion pour la Côte-Nord.

À propos du rayonnement régional

Tout projet a un rayonnement régional s'il a des retombées dans le territoire de plus d'une municipalité régionale de comté (MRC) ou organisme municipal équivalent. Les projets locaux réalisés dans plusieurs MRC et qui contribuent à l'atteinte d'une même priorité régionale sont aussi admis. Dans ce cas, c'est la somme des projets, et non chacun des projets pris individuellement, qui aura un rayonnement régional.

Les priorités régionales et les actions privilégiées

Dans chaque région concernée, un comité directeur a été mis en place par la ou le ministre responsable de la région et les préfets des MRC (ou maires des organismes équivalents). Ce comité a œuvré à l'établissement des priorités régionales de développement de la région. Chaque priorité peut être assortie d'actions à privilégier. Les priorités et actions privilégiées de la Côte-Nord sont présentées sur le site Web du Ministère.

Les priorités régionales sont établies pour plusieurs années alors que l'action à privilégier constitue une cible à plus court terme. Les priorités et les actions privilégiées pourront néanmoins être révisées en 2019.

Pour être admissible à un financement, un projet doit concorder avec une priorité régionale.

S'il concorde également avec une action privilégiée, il sera alors plus susceptible d'être retenu par le comité régional de sélection.

Le comité régional de sélection

En plus d'avoir établi les priorités régionales, le comité directeur a déterminé la composition du comité régional de sélection des projets. Le comité régional est composé des préfets des MRC de la Haute-Côte-Nord, de Manicouagan, de Sept-Rivières, de Caniapiscau, de Minganie, et du Golfe-du-Saint-Laurent et d'un autre élu nommé par le conseil des maires respectifs. Les représentants de la Ville de Schefferville et de la Municipalité de Côte-Nord-du-Golfe-Saint-Laurent sont considérés au même titre que les élus.

À titre de personnes ressources aux préfets ou membres du comité régional de sélection, les directeurs généraux et secrétaires-trésoriers ainsi que la direction régionale de la Côte-Nord du MAMOT sont invités à participer aux réunions du comité.

Le mandat du comité régional de sélection consiste à prioriser et à choisir les projets à soutenir dans le cadre du FARR. Le Ministère s'occupera des aspects administratifs entourant l'octroi des aides : vérification du respect des normes, protocoles d'entente avec les bénéficiaires, versement des aides octroyées et reddition de comptes.

C'est aussi le comité qui détermine les modalités de dépôt de projets et les critères de sélection particuliers de la région qui, le cas échéant, s'ajoutent aux critères de base. Il peut enfin déterminer

des taux d'aide ou des montants maximaux d'aide inférieurs à ceux prévus par le FARR. Le présent document intègre les décisions prises par le comité régional de sélection.

À noter que les membres du comité sont liés par des règles de conduite en matière d'intégrité, d'impartialité, de confidentialité et d'annonce des projets. Ils ne pourront divulguer d'aucune façon le contenu des projets reçus ou les analyses effectuées. Seuls les paramètres généraux des projets et du financement accordé seront, le cas échéant, rendus publics. Ils devront aussi veiller à ne pas se placer en conflit d'intérêts.

Organismes admissibles

Les organismes suivants sont admissibles :

- Organismes municipaux ;
- Entreprises privées, à l'exception des entreprises du secteur financier ;
- Organismes à but non lucratif ;
- Entreprises d'économie sociale, à l'exception des entreprises du secteur financier ;
- Coopératives, à l'exception des coopératives financières ;
- Communautés autochtones (conseils de bande) ;
- Organismes des réseaux du milieu de l'éducation ;
- Personnes morales souhaitant démarrer une entreprise privée ou d'économie sociale.
- Artistes professionnels ou regroupements d'artistes professionnels dans le cadre d'ententes sectorielles de développement entre des MRC et le Conseil des arts et des lettres du Québec.

Un organisme inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics n'est toutefois pas admissible. Un organisme en situation de litige devant un tribunal avec le Gouvernement du Québec ou en situation de défaut à ses obligations envers le Ministère pourrait, selon la nature du litige ou du défaut et les enjeux soulevés, ne pas être admissible.

Projets admissibles

Le FARR participe au financement de projets admissibles priorisés et choisit par le comité régional de sélection à l'intérieur de l'enveloppe financière déterminée et des normes du FARR. L'octroi des aides est conditionnel à la disponibilité des crédits.

Le FARR peut aussi participer au financement d'ententes sectorielles de développement entre des MRC et des ministères ou organismes du gouvernement, soumis par des MRC, prévoyant les clauses requises pour se qualifier comme projet admissible.

Pour être admissible, un projet doit contribuer à l'attractivité des milieux de vie ou au développement d'entreprises :

- un projet contribue à l'attractivité des milieux de vie s'il bonifie les conditions liées au désir de séjourner dans un milieu à des fins touristiques, ou encore de s'y établir ou d'y demeurer et de contribuer à sa prospérité ;
- un projet contribue au développement d'entreprises s'il vise la mise en place d'une nouvelle entreprise ou à la croissance d'une entreprise existante.

Pour être admissible à une subvention, le projet doit également :

- être réalisé sur le territoire de la région ;
- concorder avec une priorité régionale ;
- avoir un rayonnement régional ;

- obtenir un financement sectoriel lorsqu'un programme gouvernemental existe et qu'une enveloppe est disponible, puisque le FARR ne doit pas remplacer les programmes existants, mais en être un complément ;
- ne pas entrer en contradiction avec une politique gouvernementale ou mesure approuvée par le Secrétariat du Conseil du trésor ou le gouvernement du Québec ni couvrir une activité déjà financée par des règles budgétaires approuvées par ce dernier ;
- respecter le cadre légal et réglementaire en vigueur ainsi que les accords nationaux ou internationaux applicables ;
- ne pas générer des dépenses additionnelles qui pourraient être induites pour le gouvernement subséquent par sa réalisation ou avoir des conséquences négatives majeures pour un secteur d'activité couvert par la mission d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement du Québec.

Le Ministère sollicitera la collaboration des autres ministères concernés pour vérifier l'admissibilité des projets, particulièrement au regard des trois derniers points mentionnés ci-dessus puisque ceux-ci sont relativement techniques, probablement rarissimes, et que cette vérification ne peut incomber strictement au demandeur de l'aide financière. À moins de raisons exceptionnelles, cette vérification sera attendue à l'intérieur d'un délai de 15 jours ouvrables.

Aux fins du FARR, un projet est défini comme une initiative d'une durée limitée dans le temps, de nature ponctuelle et non récurrente, et n'incluant pas les charges permanentes que doit assumer l'organisme pour rester en activité indépendamment du volume de ses activités.

Dépôt de projet

Pour l'enveloppe 2018-2019, une date de dépôts de projet a été sélectionnée :

- **2 novembre 2018, 16h30**

Évaluation des projets

Le comité régional de sélection s'est doté de la grille suivante pour évaluer les projets admissibles et déterminer lesquels choisir et prioriser :

- la concordance avec une action privilégiée ;
- l'ampleur du rayonnement régional, selon le nombre de territoires bénéficiant de l'impact du projet et de l'importance de cet impact sur les usagers, les clientèles ou les employés en retirant des bénéfices ;
- l'importance des retombées économiques sur le plan de l'emploi pendant et après la réalisation du projet ;
- l'importance de la contribution demandée au FARR au regard de l'ampleur du rayonnement régional ;
- l'importance de la contribution demandée au FARR au regard des contributions d'autres parties, dont le bénéficiaire ;
- l'aspect structurant du projet, parce que relevant d'un domaine ayant un potentiel de croissance appréciable ou qu'il permet de lever des obstacles au développement dans ce domaine ou qu'il contribue à installer une synergie durable entre les acteurs pour une amélioration durable d'une situation donnée ;
- la qualité du plan de financement : réalisme des coûts anticipés, contributions des partenaires impliqués et des programmes gouvernementaux applicables, confirmation des contributions ;
 - à noter que la contribution financière du demandeur peut aussi être indirecte sous forme de ressources humaines ou matérielles, à comptabiliser financièrement ;
- la qualité du plan de réalisation du projet : liens probants entre les étapes, les activités, les ressources et les cibles ;
- la qualité de la structure de gouvernance : relations claires entre les partenaires, modes de décision établis, feuille de route éloquentes du directeur de projet et de l'équipe de projet.

Dépenses admissibles

Les dépenses admissibles sont énumérées ci-dessous :

- a) Les frais de fonctionnement directement liés à la réalisation du projet (les salaires, le loyer, l'acquisition de matériel et d'équipement, la reddition de comptes).
- b) Les frais de réalisation de plans et d'études (salaires et honoraires professionnels) se rapportant à la mise au point du projet :
 - la réalisation d'un plan d'affaires ;
 - l'évaluation de l'opportunité d'un projet, y compris l'analyse de marché d'un projet ;
 - l'évaluation de la faisabilité technique et financière d'un projet ;
 - la définition et la mise au point d'un concept ;
 - la programmation d'activités ;
 - le développement et la mise au point d'instruments ou d'indicateurs permettant de mieux mesurer un secteur d'activité, y compris les études d'achalandage et d'impact économique liées à des projets.
- c) Les coûts de construction, d'aménagement, de réalisation ou de mise en place du projet.

Dépenses non admissibles

L'aide ne peut servir à financer :

- le déficit de fonctionnement d'un organisme admissible, le remboursement d'emprunts ou le renflouement de son fonds de roulement à moins que cela s'inscrive à l'intérieur d'un plan de redressement faisant partie du projet ;
- les dépenses effectuées avant l'envoi d'une promesse d'aide par le ministre ;
- les dépenses liées à des projets déjà réalisés ;
- les dépenses déjà payées par le gouvernement du Québec, pour un même projet ;
- la portion remboursable des taxes ;
- toute dépense qui n'est pas directement liée au projet ;
- les dépenses relatives au soutien administratif ou financier visant à appuyer les travaux du comité régional de sélection ;
- toute dépense visant le déplacement d'une entreprise provenant de l'extérieur de la région administrative ;
- toute subvention à l'administration gouvernementale, à l'exception des organismes des réseaux du milieu de l'éducation ;
- toute dépense liée à des activités encadrées par des règles budgétaires approuvées par le gouvernement du Québec ;
- toute dépense visant des entreprises inscrites au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics ;
- toute forme de prêt ;
- toute forme de garantie de prêt ;
- toute forme de prise de participation.

Règles d'adjudication des contrats de construction

Lorsque le projet vise à financer l'exécution de travaux de construction confiés à un tiers, l'organisme admissible à une aide financière dans le cadre du présent programme, à l'exception d'une entreprise privée, doit suivre les règles suivantes relativement à l'adjudication des contrats de construction. Pour les contrats :

- inférieurs à 25 000 \$: gré à gré ;

- de 25 000 \$ à 99 999 \$: invitation écrite à au moins trois fournisseurs ou entrepreneurs ;
- de 100 000 \$ et plus : appel d'offres public.

Pour les organismes municipaux, les organismes du milieu de l'éducation ou les organismes mandatés par le milieu municipal, les contrats de 100 000 \$ et plus doivent être ouverts aux accords de libéralisation.

Un appel d'offres public n'est pas requis, sur l'avis du ministre, lorsque, en raison d'une situation d'urgence, où la sécurité des personnes ou des biens est en cause ou lorsqu'un seul contractant est possible en raison d'une garantie, d'un droit de propriété ou d'un droit exclusif.

Lorsque les règles d'adjudication des contrats de construction d'un organisme admissible au programme sont plus restrictives que les présentes règles, l'organisme doit appliquer ses propres règles.

Montants de l'aide et cumul des aides

Tout organisme admissible et ses filiales, le cas échéant, ne peuvent recevoir du FARR plus de 100 000 \$ par année, pour un même projet, pour un maximum de 3 ans.

De façon exceptionnelle, le comité régional de sélection du FARR de la Côte-Nord se réserve le droit de modifier à la hausse le montant maximum de l'aide financière pour des projets jugés porteurs et structurants pour la région.

Taux d'aide maximal lorsqu'aucun autre programme que le FARR ne participe au financement

- L'aide financière maximale à l'entreprise privée¹ est de 50 % au FARR.
- Pour tout autre projet, l'aide financière maximale est de 80 % des dépenses admissibles.
- La contribution du bénéficiaire au projet peut prendre la forme de ressources financières, humaines ou matérielles.

Ententes sectorielles de développement

L'aide financière maximale à la mise en œuvre d'ententes sectorielles de développement est de 50 % des dépenses admissibles au FARR.

Règle de cumul des aides financières

Si le financement du projet est aussi assuré par d'autres programmes, la contribution du FARR est limitée par la règle de cumul la plus restrictive de ces programmes² et la définition de leurs dépenses admissibles. Nonobstant toute règle de cumul de ces programmes, le cumul peut atteindre 100 % pour les projets à caractères social ou communautaire directement réalisés sur le territoire du Québec par une entité municipale ou un organisme communautaire et pour les projets de logement social subventionnés par la Société d'habitation du Québec. Les projets de l'entreprise privée ou les ententes sectorielles de développement ne peuvent bénéficier de cette disposition.

Durée de l'aide

Un projet ne pourra être financé sur plus de trois années financières à partir de son année d'acceptation.

Dépôt des demandes d'aide

Pour que sa demande soit étudiée, l'organisme doit :

¹ Incluant les organismes légalement constitués dont au moins 50 % des membres sont nommés par une entreprise privée ou en relèvent directement ainsi que les personnes morales souhaitant démarrer une entreprise privée.

² Le calcul du cumul des aides financières inclut les aides directes ou indirectes des ministères et organismes gouvernementaux fédéraux et provinciaux, de leurs sociétés d'État et des entités municipales (y incluant le Fonds de développement des territoires). Il exclut la contribution du bénéficiaire. Dans ce calcul, une aide non remboursable est considérée à 100 % de sa valeur alors qu'une aide remboursable (y incluant les prêts, les garanties de prêt et les prises de participation sous forme de capital-actions) est considérée à 50 % de sa valeur.

- a) Respecter les modalités de dépôt de projets établies par le comité régional de sélection, en sus des conditions énoncées dans la section « projets admissibles » ;
- b) Produire une demande complète et la transmettre à la direction régionale du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire de la région concernée selon le formulaire fourni. L'organisme doit faire la démonstration du besoin d'un recours au FARR et fournir au Ministère les renseignements requis pour éclairer la décision du comité régional de sélection.

L'organisme peut fournir tout autre document jugé pertinent appuyant sa demande.

Décision

Les demandeurs d'aide dont les projets seront retenus recevront une lettre du Ministère confirmant la promesse d'aide.

Les demandeurs d'aide financière dont les projets ne seront pas retenus seront également informés par écrit par le Ministère.

Annonce publique

Les projets retenus pourront faire l'objet d'un protocole de visibilité et d'une annonce publique.

Information

Pour toute question à propos du FARR, adressez-vous à la direction régionale du Ministère.

Caroline Dubé
Conseillère en développement local et régional
Direction régionale
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
625, boulevard Laflèche RC.708
Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5
Tél. : 418-295-4241, poste 80911
caroline.dube@mamot.gouv.qc.ca